

Agriculture: la fin de la crise?

Yves Le Gal

Dynamisme, compétitivité, agressivité, l'agriculture bretonne traditionnelle a vécu. Plusieurs mutations successives ont entraîné la destruction d'un ordre ancien basé sur un système éprouvé de polyculture-élevage, et conduit à ce que nous connaissons aujourd'hui: le paysan n'est plus qu'un élément plus ou moins intégré, mais sûrement très bien encadré d'une longue chaîne. A l'une des extrémités, les producteurs d'engrais, d'aliments pour bétail et de machines agricoles et à l'autre, des unités de transformation, des chaînes de froid et des circuits de vente. Pour couvrir le tout, un système bancaire mondialement puissant et une administration dont la dévotion au système est proportionnelle aux retombées du «Fonds Commun».

Le résultat est là. L'agriculture bretonne se place aujourd'hui au premier rang en France, aux premières places en Europe. Le poulet breton, le porc breton sont au hit-parade de l'alimentation internationale. Mais l'agriculture bretonne n'en est pas moins bien malade.

Il y a trente ans, il était de bon ton de considérer le paysan breton comme un attardé de la civilisation. Aujourd'hui, le paysan breton n'est jamais en retard d'un progrès nouveau ou d'une faillite. Le prix du progrès, ce sont les deux millions d'agriculteurs qui ont disparu, alimentant plus ou moins directement notre réservoir de chômage. La réalité agricole de la Bretagne c'est, au premier chef, une extraordinaire fragilité. Le système ancien avait pour lui une stabilité exemplaire et des consommations intermédiaires réduites. Faibles performances, peut-être... encore faut-il définir les critères: accroître les productions jusqu'à l'accumulation d'excédents destinés à la décharge publique est une opération dont la rentabilité collective est de moins en moins évidente.

Après vingt années d'euphorie, l'heure est aujourd'hui aux bilans. Impact sur l'environnement, c'est-à-dire sur les ressources futures, bilan énergétique catastrophique, assujettissement aux exportations, endettement massif des exploitants.

Le produit de la ferme n'a qu'un intérêt limité

Quelques penseurs parisiens considéraient naguère les agriculteurs comme des gardiens de l'environnement. Réflexion qui dénote une totale méconnaissance de la situation. Cultiver la terre, de nos jours, c'est produire, c'est-à-dire faire fonctionner la machine végétale et animale au maximum de ses possibilités de l'instant, quelles qu'en soient à terme les conséquences. L'instrument doit répondre à une préoccupation essentielle: faire rendre la terre. Dans ce but, la production agricole doit être un facteur d'entraînement pour d'autres industries: machines agricoles, engrais, pesticides à l'amont, industries de transformation et de commercialisation à l'aval. Le produit de la ferme n'a, en soi, qu'un intérêt très restreint. A la limite on pourrait même très bien s'en passer.

Dans ce contexte, on comprend mieux les implications du système: le remembrement est devenu essentiellement une incitation à la monoculture c'est-à-dire à une culture à risque nécessitant des adjuvants chimiques pour enrayer les proliférations d'hôtes végétaux ou animaux indésirables. L'emploi des agents chimiques n'est plus seulement une conséquence, c'est aussi un des buts principaux. Incitation aussi à l'emploi de matériel de plus en plus lourd, de plus en plus consommateur d'énergie.

Ceux qui refusent le remembrement sont combattus comme le seraient des terroristes et c'est normal. Même s'ils





sont aussi performants (sinon plus) que les autres du strict point de vue agricole, ils s'opposent à la logique du système en refusant leur intégration. Il en va de même pour l'agrobiologie; qu'elle irrite parfois par ses côtés mystiques et ses argumentations ésotériques n'a pas trop d'importance, mais elle est sous-tendue par un refus de l'intégration dans la chaîne des multinationales de la chimie et de l'agro-business.

Tout ceci dépasse donc la seule problématique de la production agricole. L'enjeu est important et justifie que les puissances bancaires s'y donnent à fond. S'ajoute à cela un système d'intéressement des technocrates agricoles particulièrement néfaste. A cet égard les directions départementales de l'Agriculture sont, en Bretagne particulièrement «intéressantes» pour leurs titulaires qui, de responsables du développement agricole se retrouvent bien souvent coupables de la dégradation de l'environnement qui lui sert de support.

L'indifférence des responsables

Deux aspects, parmi d'autres, de cette évolution se révèlent particulièrement inquiétants pour l'avenir. Le premier concerne la contamination des eaux de surface mais aussi des nappes souterraines par les substances chimiques utilisées parfois à tort et très souvent à travers en agriculture. Les récents États Généraux de l'Agriculture ont permis de mettre en évidence un complet désintérêt non seulement d'une forte majorité d'agriculteurs, mais aussi, et c'est plus grave, de leurs technocrates à l'égard de ce problème. Au niveau officiel, certains responsables commencent (bien tard) à prendre conscience du danger. Ainsi, dans les nappes phréatiques des zones légumières, la teneur actuelle en nitrates est liée à des contaminations vieilles de dix ans encore modérées. Mais dans dix ans, nous subirons le résultat des pollutions actuelles considérablement plus importantes. En fait, ce sont tous les captages, tous les systèmes d'adduction d'eau qui sont menacés. Belle victoire du progrès. En ce qui concerne les estuaires, dont l'équilibre fragile conditionne pourtant toute la production marine: conchyliculture ou nurseries de poissons et de crustacés qui alimentent naturellement le plateau continental, la situation s'aggrave de jour en jour. Dans l'indifférence quasi totale des responsables de notre agriculture,

A plus long terme un autre danger se précise. Les pratiques culturales modernes ont des répercussions dramatiques sur la structure des sols. L'érosion, ce n'est pas seulement l'affaire des Africains. Combien de paysans n'a-t-on pas vu remonter au bulldozer, la terre entraînée au bas des vallées un jour de trop forte pluie. Le régime de nombreux cours d'eau devient torrentiel: fortes crues et bas étiages. Dans ce phénomène, il n'est pas évident que des modifications climatiques plus ou moins bien établies, soient seules en cause. Dans certains cas précis et mesurés, le rôle du remembrement a été clairement démontré. Là encore, inconscience coupable d'une administration qui nie tout en bloc plutôt que de se déjuger et surtout de s'attacher à trouver des solutions.

Produire son énergie

En matière de bilan énergétique les choses se présentent-elles sous un jour plus favorable? Il convient de savoir que, si la Bretagne a accru, au cours des dix dernières années sa consommation d'électricité plus que tout autre région de France, c'est largement grâce à (par la faute de) l'ensemble agro-alimentaire. Or, c'est justement le poste qui devait être capable de produire, grâce aux importants tonnages de déchets (lisiers, pailles, viscères, etc...) sa propre énergie. La biomasse est un



important gisement breton. Il y a là d'énormes possibilités, y compris celles de placer la Bretagne au premier plan dans le domaine nouveau (en France) des biotechnologies. Hélas ces perspectives ne s'inscrivent pas dans le cadre défini plus haut. Personne n'a intérêt à ce que l'agriculture bretonne

tende à l'autonomie et réduise ses coûts intermédiaires. Personne, sauf les agriculteurs eux-mêmes, le jour où ils sauront se prendre en main sans le contrôle pesant de leur «establishment».

Et le Tiers Monde?

La fragilité de l'agriculture bretonne tient aussi à sa dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. Il y a tout d'abord les importations. Celles-ci concernent essentiellement les matières azotées : soja des USA, et, de plus en plus, du Brésil, mais aussi farines de poisson de Norvège.

L'agriculture bretonne est entrée dans un circuit international qui la conduit à ne pas produire un certain nombre d'ingrédients puisque son rôle est d'être consommatrice. Il est, par exemple, indispensable qu'elle ne sache plus produire de protéagineux. Dépendance également en ce qui concerne les exportations. Condamnée à produire plus, l'agriculture bretonne doit aussi vendre plus et écouler coûte que coûte ses surplus. Au besoin en pratiquant des prix de «dumping» (compensés par l'État au niveau du revenu des agriculteurs). Ce processus contribue fortement à casser des agriculteurs fragiles

dans certains pays du Tiers Monde. Notre agriculture étouffe les pays en voie de développement en les empêchant de produire ce qui pourrait entrer en concurrence avec nos produits.

L'agriculture est aujourd'hui remise en question. De l'extérieur tout d'abord, et il est facile dans ce cas de s'attirer un reproche d'incompétence. Mais il est aussi indispensable d'avoir un peu de recul sur les événements. Ce n'est pas parce qu'un technocrate suffisant vous cloue le bec en disant «Moi, fils d'agriculteur» qu'il a nécessairement raison. De l'intérieur, la remise en cause est plus timide. Poids de la tradition moderniste, récente mais cependant bien ancrée. Poids aussi d'un système qu'il n'est pas aisé de combattre sans y laisser sa peau.

Il n'est plus possible de faire de l'agriculture sans se préoccuper du contexte. Produire quoi, comment, pour alimenter qui et pour le profit de qui ? Ce sont les questions qu'il faudra bien se poser avant que tout le système ne soit empoisonné. Dans les réponses la place du milieu naturel ne doit plus, comme par le passé être négligée. Ce milieu naturel est en fait l'élément commun de toutes les solutions.



Photo M. Le Pennec

Les silos de Soja-France à Brest.